



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot-Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 03/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PMC ISOICHEM**

4 AVENUE PHILIPPE LEBON  
92230 Gennevilliers

Références : 2025 01 15 - GEN - PMC ISOICHEM - AP MED n°2027-7  
2025 09 01 - GEN - PMC ISOICHEM - AP MED 2025-336  
Code AIOT : 0006506294  
N° RVAT :

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2025 dans l'établissement PMC ISOICHEM implanté 4 AVENUE PHILIPPE LEBON 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection intervient dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PMC ISOCHEM
- 4 AVENUE PHILIPPE LEBON 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PMC ISOCHEM fabrique des intermédiaires et des principes actifs destinés aux marchés pharmaceutiques, agro/spécialités et cosmétiques. Le site de Gennevilliers se concentre sur la synthèse de produits dédiés à l'industrie pharmaceutique, et est classé SEVESO Seuil bas.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Émissions de COVt	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 5-3	Demande d'action corrective	6 mois
7	Défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 6-1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 6-2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 6-2	Demande d'action corrective	2 mois
10	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26	Sans objet
3	Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Tuyauteries de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet
5	État des matières	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	stockées	article 49	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (IIC) propose de lever la mise en demeure du 15/01/2025 suite à la mise sous rétention suffisante de tous les fûts situés dans le magasin H3.

Pour lever la mise en demeure du 01/09/2025 relative aux émissions de composés organiques volatils (COV), l'exploitant devra présenter à l'IIC des résultats conformes aux valeurs limites d'émission (VLE) pour la prochaine campagne de mesure sur les rejets atmosphériques du tank et de la colonne L1.

Deux tests du système d'arrosage destiné à assurer une protection contre l'incendie ont été réalisés lors de l'inspection, l'un au niveau de l'aire de dépotage et l'autre au niveau du stockage d'acide chlorhydrique (HCl), et se sont révélés concluants.

Par ailleurs, l'exploitant devra effectuer la vérification de sa détection incendie 2 fois par an conformément à son arrêté préfectoral du 15/04/2013, s'assurer que le débit fourni par les poteaux incendie est suffisant en utilisation simultanée et se rapprocher de la BSPP pour déterminer la pression adéquate pour assurer la défense contre l'incendie du site.

Enfin, l'exploitant devra compléter les informations relatives à la réalisation des premiers prélèvements environnementaux dans son plan d'opération interne (POI).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Émissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation des émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 04/09/2025, l'exploitant a transmis le bilan des gains réels réalisés en 2024 sur les consommations de solvants chlorés et/ou CMR (cancérigène, mutagène, reprotoxique), à savoir le diméthylformamide (DMF) et le dichlorométhane (DCM). Le document transmis présente une comparaison entre la consommation théorique, calculée sur la base des quantités utilisées avant la mise en œuvre de l'optimisation des nettoyages, et la consommation réelle de solvants en 2024. L'inspection des installations classées (IIC) constate que l'établissement a réduit sa consommation de DCM de 3 000 L et sa consommation de DMF de 15 530 L. L'exploitant indique que ces chiffres correspondent à ceux escomptés pour le DCM et qu'ils sont trois fois plus importants que ceux prévus pour le DMF, qui a été remplacé totalement pour le nettoyage des équipements servant à la fabrication d'une substance qui a été fabriquée plus souvent que prévu en 2024. Enfin, l'exploitant précise que l'optimisation des quantités utilisées de solvants chlorés et CMR se

poursuit en 2025. Il transmettra à l'inspection des installations classées le bilan chiffré qui sera réalisé début 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 :** Émissions de COVt

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE

**Prescription contrôlée :**

Les émissions de composés organiques volatils des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 1978 ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II du présent arrêté.

**Constats :**

Sur la plateforme GIDAF, l'exploitant a transmis les résultats des mesures réalisées par l'organisme Kali'air sur les rejets atmosphériques du tank, réalisées le 17/02/2025 et le 30/04/2025.

Le rapport relatif à l'intervention du 17/02/2025 relève une valeur supérieure à la VLE des composés à mention de danger H351, due à une concentration en dichlorométhane élevée. L'exploitant explique cette valeur non conforme par un changement de planning de production qui n'a pas été pris en compte à temps avant la saturation du charbon actif contenu dans le tank. En effet, le fichier de suivi du tank a été calé automatiquement sur le programme de production afin de pouvoir anticiper sa saturation. Peu après l'instauration de l'automatisation du fichier, un problème est survenu sur le lien qui l'associe au planning de production, et une modification de ce dernier impliquant la production d'un produit consommant beaucoup de solvants chlorés n'a pas été prise en compte à temps. Le tank a donc été saturé rapidement lors de la synthèse de ce produit puisqu'il n'était pas censé traiter autant de solvants chlorés initialement, ce qui explique la forte valeur de dichlorométhane mesurée.

L'IIC a rappelé à l'exploitant que ce type de dépassement de la VLE relative aux produits CMR n'est pas acceptable. L'exploitant a indiqué que ce manquement est ponctuel et exceptionnel, et que le fichier de suivi de saturation du tank est calé correctement au planning de production désormais.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté à l'IIC les résultats des campagnes de mesures sur les rejets atmosphériques du tank et des colonnes de lavage en fonctionnement (L10 et L13) ayant eu lieu en juillet 2025. Les rapports indiquent que les valeurs mesurées sont conformes aux seuils réglementaires. L'exploitant a fait remarquer à l'IIC un dépassement en NH<sub>3</sub> (ammoniac) mesuré sur la colonne L10 qu'il juge aberrant, car le NH<sub>3</sub> n'est pas utilisé au niveau des colonnes et qu'il n'y a jamais eu de dépassement en NH<sub>3</sub> les années précédentes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

À la suite de la dernière inspection ayant eu lieu fin 2024, l'établissement a été mis en demeure le 01/09/2025 de respecter l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13/12/2019 sur les émissions de composés organiques volatils.

Suite au dépassement de la VLE des composés à mention de danger H351 survenu lors des mesures de février 2025, l'IIC note que les rapports d'avril et de juillet ne relèvent pas de nouveau

dépassement pour les COV sur le tank et les colonnes en fonctionnement L10 et L13. La colonne L1 n'étant pas en fonctionnement lors de la campagne annuelle de Kali'air sur les colonnes, l'exploitant a précisé que des mesures seront effectuées sur la colonne L1 en même temps que la dernière campagne de mesures sur le tank en fin d'année. L'IIC propose que la mise en demeure soit levée à la condition que les résultats des prochaines mesures, qui seront réalisées au dernier trimestre 2025 sur les rejets atmosphériques du tank et la colonne L1, soient conformes aux VLE. Par ailleurs, l'exploitant se rapprochera de Kali'air pour déterminer la cause du dépassement en NH <sub>3</sub> mesuré sur la colonne L10 et qu'il juge aberrant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Capacité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dimensionnement des rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'inspection du 28/10/2024, l'exploitant a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 15 janvier 2025 de placer les fûts de chloroforme et de dichlorométhane situés dans le magasin H3 sur une rétention suffisamment dimensionnée, après avoir constaté que ces fûts étaient stockés directement au sol.</p> <p>Lors de la visite du 05/09/2025, l'IIC a constaté que les tous les fûts du magasin H3, y compris ceux de chloroforme et de dichlorométhane, étaient bien placés sur des rétentions en capacité de contenir les produits.</p> <p>L'IIC propose donc de lever la mise en demeure du 15/01/2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Tuyauteries de matières dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tuyauteries de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.
<b>Constats :</b>  Suite à l'inspection du 28/10/2024, l'exploitant devait réaliser un plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses, conformément à l'article 25-V.E de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Dans son courrier de réponse du 13/01/2025, l'exploitant a indiqué que le plan des tuyauteries était en cours d'élaboration par le service Maintenance Travaux Neufs. Par courriel du 04/09/2025, l'exploitant a transmis à l'IIC le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses (chlorés, inflammables, méthanol, toluène mais aussi les eaux résiduaires et polluées). Cependant, le schéma du cheminement des eaux résiduaires ne différenciait pas le réseau aérien, qui va des ateliers à la cuve d'eaux résiduaires, et le réseau enterré qui va de la cuve à l'aire de dépotage. Dans un courriel du 08/09/2025, l'exploitant a transmis le schéma corrigé avec la légende correspondant aux deux réseaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : État des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué à l'IIC qu'une extraction quotidienne de l'état des stocks est réalisée. Lors de l'inspection, l'exploitant a été en mesure de présenter l'état des stocks du jour. Il présente les produits stockés sur site par zone, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Chaque produit est associé à son code de classification, la rubrique ICPE correspondante s'il y en a une, ses mentions de dangers et la quantité stockée exprimée en kg. L'exploitant a également présenté le fichier contenant les fiches de données de sécurité (FDS) des produits et a expliqué qu'il détient les FDS de tous ses fournisseurs pour un produit stocké et que ce sont les dernières versions qui sont enregistrées.

Par sondage, l'IIC a demandé à consulter la FDS du chloroforme (noté CHLORO-AMY-F dans l'état des stocks) et a constaté qu'elle est rédigée en français. Sur site, l'IIC a constaté que la quantité de chloroforme stockée correspond à celle notée sur l'extraction de l'état des stocks du jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 5-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Une détection incendie est installée sur l'ensemble du site selon les principes susvisés. Elle est maintenue en bon état de fonctionnement et testée 2 fois par an. Ces tests et leurs résultats sont consignés par écrit. L'exploitant est tenu de remédier à toute défectuosité dans les plus brefs délais. [...]
<b>Constats :</b>  Les deux derniers compte-rendus de maintenance préventive de la détection incendie présentés par l'exploitant sont datés du 07/02/2024 et du 09/03/2025 et sont réalisés par la société SIEMENS. L'IIC constate que la détection incendie n'est testée qu'une fois par an au lieu des deux fois prescrites dans l'article 5-3 de l'arrêté préfectoral du 15/04/2013. Par ailleurs, les rapports recensent plusieurs observations, qui préconisent la maintenance voire le remplacement de certains détecteurs. L'exploitant a présenté son fichier de suivi de maintenance à l'IIC le jour de l'inspection ainsi que les devis datés du 24/02/2025 et du 07/07/2025 pour les actions correctives considérées comme prioritaires : le remplacement des détecteurs optiques linéaires du bâtiment H3 et la mise en place de 4 détecteurs au niveau de la nouvelle zone de citernage central. Le remplacement du détecteur thermique 08.07 situé dans le magasin d'entretien par un détecteur optique est prévu en 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant réalisera une vérification semestrielle de sa détection incendie, et tiendra l'IIC informée de la réalisation des maintenances et remplacements des détecteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 7 : Défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 6-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Le site doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes



aux normes en vigueur, notamment : 2 poteaux incendie publics ou privés implantés, à moins de 100 mètres du site et en dehors de toute zone des premiers effets létaux (SEL) en cas d'accident, capables de fournir chacun un débit de 140 m<sup>3</sup>/h en simultané avec une pression minimale de 12 bar. Ces moyens de lutte contre l'incendie sont vérifiés au moins une fois par an par une personne compétente. Le résultat de la vérification est porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant lève les dysfonctionnements relevés lors de la vérification dans les plus brefs délais. [...]

**Constats :**

L'établissement est doté de 2 poteaux incendie implantés à l'intérieur du site et disposés de telle sorte que, quel que soit le phénomène dangereux considéré dans l'étude de dangers (EDD) du site, au moins un des deux poteaux est situé en dehors de la zone d'effet et est toujours utilisable.

L'exploitant a transmis à l'IIC les deux derniers rapports de vérification des poteaux suite aux interventions de la société Chubb du 18/12/2024 et du 20/05/2025.

L'IIC remarque que les débits mesurés dans les deux rapports sont supérieurs au débit requis de 140 m<sup>3</sup>/h. Par ailleurs, la pression mesurée est très inférieure aux 12 bars requis par ce même article. Néanmoins le rapport ne précise pas si les poteaux ont été testés en simultané, comme le préconise l'article 6-1 de l'arrêté préfectoral du 15/04/2013, ou individuellement.

L'exploitant explique que la valeur minimale de 12 bars prescrite pour les poteaux incendie semble inadaptée, car il s'agit de la pression maximale qu'atteint le surpresseur qui se met en route lorsque l'on ouvre les poteaux mais qui sert également à surpresser les RIA (robinet d'incendie armés), selon l'étude de dangers du site. La pression requise de 12 bars semble être la valeur à atteindre pour que le surpresseur permette une utilisation des poteaux incendie et des RIA, et non des poteaux uniquement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'IIC demande à l'exploitant d'écrire au préfet des Hauts-de-Seine pour demander la modification des prescriptions de l'article 6-1 de l'arrêté préfectoral du 15/04/2013 concernant les caractéristiques des poteaux incendie.

L'exploitant devra argumenter sa demande, en se rapprochant notamment de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) pour définir le débit et la pression suffisants pour les poteaux incendie et RIA du site pour un fonctionnement en simultané. Par ailleurs, l'EDD affirme qu'au moins un des deux poteaux est situé en dehors de la zone d'effet et est toujours utilisable, quel que soit le phénomène dangereux considéré. Avec l'appui de la BSPP, l'exploitant devra également préciser le débit et la pression suffisants à fournir par un seul poteau incendie, pour les scénarios où le deuxième poteau serait inutilisable car situé dans la zone d'effet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 6-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Systèmes d'arrosage suite à détection gaz

**Prescription contrôlée :**

[...] Une rampe d'arrosage à eau de ville à déclenchement automatique entoure le dépôt d'acide

<p>chlorhydrique et l'aire de stockage de l'ammoniac. En cas de détection d'une fuite d'ammoniac, une alarme sonore et un arrosage automatique se déclenchent. À compter du 31 décembre 2013, en cas de détection d'une fuite d'acide chlorhydrique, une alarme sonore et un arrosage automatique se déclenchent. L'atelier Chimie III est équipé d'un rideau d'eau à déclenchement manuel au niveau du poste et du stockage d'HCl. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'IIC a constaté la présence d'une rampe d'arrosage au niveau du dépôt d'acide chlorhydrique (HCl).</p> <p>Le jour de l'inspection, une simulation de fuite d'acide chlorhydrique a été réalisée. L'IIC a constaté qu'une alarme s'est déclenchée au niveau de l'armoire SSI et que l'arrosage automatique s'est déclenché au niveau du stockage d'HCl.</p> <p>L'exploitant a précisé que lorsque l'alarme se déclenche, un appel est effectué par la télésurveillance. De jour, la télésurveillance appelle d'abord le technicien HSE et s'il n'y a pas de réponse, le chef d'équipe, puis le responsable HSE puis le responsable travaux neufs, puis enfin le gardien. De nuit, la télésurveillance contacte d'abord le chef d'équipe puis le responsable HSE si besoin. Le jour de l'inspection, c'est le technicien HSE qui a acquitté l'alarme suite à la simulation. En revanche, il n'y a pas eu de déclenchement d'alarme sonore et visuelle au niveau de l'aire de stockage de HCl, contrairement à ce que la dernière version de l'étude de dangers prévoit.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il n'y a plus de stockage d'ammoniac sur site. L'IIC n'a pas été informée de l'arrêt de l'exploitation d'ammoniac, pour laquelle l'établissement est classé à déclaration avec contrôle périodique dans la rubrique 4735 de la nomenclature ICPE.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exploitant installera une alarme sonore et visuelle au niveau du stockage de HCl, afin que les personnes se trouvant sur site, notamment à proximité du stockage, soient directement alertées en cas de fuite.</li> <li>- L'exploitant notifiera la cessation d'activité relative au stockage d'ammoniac au préfet des Hauts-de-Seine, et apportera les preuves de la mise en sécurité de la partie du site dédiée à l'ancien stockage de NH<sub>3</sub> et aux équipements liés à l'utilisation de NH<sub>3</sub>.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatifs</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 9 : Défense contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 6-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Couronnes d'arrosage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les cuves de stockage « tampon chimie III », les cuves du citernage central, les cuves des déchets résiduels et les 3 cuves de 25 000 litres de stockage de solvants sont équipées de couronnes alimentées en eau et émulseur à déclenchement manuel permettant d'assurer une protection contre l'incendie. L'aire de dépôtage est équipée d'un système d'arrosage (eau et émulseur) à déclenchement manuel. [...]</p>

**Constats :**

L'IIC a constaté que les cuves de stockage sont équipées de couronnes d'arrosage alimentées en eau et émulseur et que l'aire de dépotage est équipée d'un système d'arrosage à déclenchement manuel. L'IIC a également constaté la présence d'un panneau de commande dédié à la défense contre l'incendie, sur lequel les différentes zones pouvant faire l'objet d'un incendie d'après l'EDD ont été identifiées. Pour chacune de ces zones, une commande permet de déclencher et d'arrêter manuellement l'arrosage de la zone.

Le jour de l'inspection, le scénario de l'incendie au niveau de l'aire de dépotage camion a été simulé avec un déclenchement manuel au niveau du panneau dédié à la défense contre l'incendie (DCI). Le test a été concluant, le système d'arrosage de la zone de dépotage en eau a correctement fonctionné. (L'alimentation en émulseur du système d'arrosage n'a pas été testée.)

L'IIC note que les deux pompes servant à alimenter le réseau DCI se sont déclenchées simultanément et n'ont pas cessé de fonctionner après activation de la commande d'arrêt d'arrosage sur le panneau DCI. Avec la pression, une fuite s'est produite sur une bride de la tuyauterie du réseau DCI.

L'établissement étant toujours en cours de travaux pour l'automatisation de son système d'extinction incendie, l'exploitant a indiqué que la maintenance serait effectuée dans ce cadre avant la réception finale. Des essais en eau sont prévus le 9 et le 10 octobre et des essais en émulseurs sont prévus les 23 et 24 octobre, après réception finale.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalisera la maintenance de la bride fuyarde et s'assurera que le déclenchement et l'arrêt des pompes servant à la DCI se réalisent correctement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 10 : Plan d'opération interne**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise à jour du POI

**Prescription contrôlée :**

[...]

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

<p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis la version datée de 2024 de son POI. Celui-ci intègre une fiche réflexe dédiée aux prélèvements environnementaux post-accidentels, dans laquelle on retrouve la liste des substances à rechercher.</p> <p>L'établissement a un contrat avec la société SOCOTEC pour la réalisation de ces premiers prélèvements. Le POI précise que SOCOTEC est l'organisme habilité à mettre en œuvre les équipements et à analyser les prélèvements.</p> <p>En revanche, le POI ne précise pas les différents milieux de prélèvements, les raisons pour lesquelles les substances et les milieux ont été choisis ni les équipements de prélèvement à mobiliser par substance et par milieu.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra compléter son POI en précisant les milieux dans lesquels doivent être réalisés les prélèvements, les raisons pour lesquelles les substances et les milieux ont été choisis et les équipements de prélèvement à mobiliser par substance et par milieu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>